



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités



Observatoire
régional
de l'intégration
et de la ville

Centre de ressources
Grand Est

Séminaire régional - Réseau Acteurs intégration Grand Est

31 mars 2025

Déroulement

- Accueil par la DREETS : [Emmanuelle MOREL](#) et [Safia BEN AMMAR](#)
- Contexte emploi et primo-arrivants
 - [Anaïs GUILLOU](#) - Adjointe au chef du bureau de l'accompagnement social et professionnel de la DIAN (ministère de l'Intérieur)
 - [René YOLEMAN](#) - Directeur régional adjoint France Travail
 - [Aurélien GUYOT](#) - Chargé de mission - Formation Professionnelle DREETS
- Temps d'échanges
- Présentation expériences
 - [Cheikh KANE](#) - GIP FCIP : VAE sans frontières et Expériences sans frontières
 - [Claire VERDIER](#) – CEFIL : Indicateurs en lien les actions VSL
- Questionnements
- Présentation de structure
 - [PETER Simone](#), Déléguée territoriale Alsace – AGIRabcd Alsace
- Prochain rdv : 25 avril 2025, 9h30 – 12h00.

Intervention de Anaïs GUILLOU -

Adjointe au chef du bureau de
l'accompagnement social et
professionnel de la DIAN (ministère
de l'Intérieur)

Contenu et enjeux de l'article 23 de la loi CIAI et les grandes lignes de l'instruction 2025

Intervention de René YOLEMAN -

Directeur régional adjoint Stratégie &
Relations Extérieures, France Travail

**L'articulation France Travail et AGIR au
bénéfice des BPI, dans une logique
d'optimisation des parcours**

Intervention de Aurélien GUYOT,
Chargé de mission Formation
Professionnelle, DREETS

Présentation de la Loi Plein Emploi et du PRIC (Plan Régional d'Investissement dans les Compétences)

Séminaire intégration Loi pour le plein emploi - PRIC

31 mars 2025

Déploiement de la loi pour le plein emploi

(1) Contexte – loi plein emploi du 18.12.2023

- Pourquoi une réforme ?
 - des personnes éloignées de l'emploi
 - des difficultés de recrutement dans tous les secteurs (60% des entreprises déclarent rencontrer des difficultés à recruter)
 - une complexité globale du système
- Impacts attendus de la réforme
 - accompagner plus efficacement les personnes en recherche d'emploi, en particulier les plus éloignées de l'emploi
 - accompagner plus efficacement les entreprises, en particulier celles rencontrant des difficultés de recrutement

(2) Loi pour le plein emploi – 3 axes à la réforme

- Refonte du processus d'accompagnement des demandeurs d'emploi
- Renforcement des réponses aux besoins des employeurs
- Transformation du service public de l'emploi et transformation de Pôle emploi en France Travail

Loi pour le plein emploi – nouveau parcours usager



- Inscription de toutes les personnes en recherche d'emploi auprès de France Travail sur la liste des demandeurs d'emploi
- Un cadre commun d'orientation vers les organismes en charge de l'accompagnement
- Un renforcement de l'accompagnement au sein d'un contrat d'engagement (droits et devoirs) rénové, avec un accompagnement intensif selon la situation de la personne
- Un régime de sanction plus progressif et plus effectif



Loi pour le plein emploi – nouveaux services aux entreprises

- Mieux répondre aux besoins des employeurs, notamment en matière de :
 - recrutement
 - mise en relation entre les offres et les demandes d'emploi
 - information sur la situation du marché du travail
 - évolution des métiers, des parcours professionnels et des compétences
- Proposer un socle commun et coordonné de services aux entreprises

(3) Nouvelle gouvernance

Indicateurs RPE

https://pilotage-rpe.francetravail.org/digdash_dashboard/index.html?domain=ddenterpris&user=public&pass=yYjL2p%239LSHeT8p0#3

- Méthode :
 - rénovation du service public de l'emploi (simplifier pour plus d'efficacité)
 - nouvelle organisation pour une coopération renforcée entre acteurs : transformation de Pôle emploi en France Travail et de tout l'écosystème des acteurs
 - ⇒ Mise en place des comités et réseaux pour l'emploi
- Ce qui va changer ?
 - une collaboration structurée et réformée autour des principes de coopération et de patrimoine commun, avec l'appui de France Travail qui va exercer en plus de ses missions propres, des missions pour le compte de tous et avec tous

Comment sont composés les comités pour l'emploi ?

Présidence (2)

co-présidence Etat/collectivités territoriales

Membres de droit

Représentants de l'Etat

Collectivités territoriales

Représentants de la Région

Représentants du Département

Représentants des communes et groupements

Partenaires sociaux

Représentants des organisations syndicales
représentatives au niveau national et
interprofessionnel

Représentants des organisations
professionnelles d'employeurs représentatives
au niveau national et interprofessionnel

Représentants des organisations
professionnelles d'employeurs représentatives
au niveau national et multi professionnel

Cœur du réseau

France Travail

Missions locales

Cap emploi

Membres réguliers

Membres du réseau pour l'emploi :

OPP (opérateurs d'accompagnement, formation dont APEC et AFPA)

SIAE (Services d'insertion par l'activité économique)

GEIQ (groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification)

Accompagnement à la création d'entreprises

ETT (Entreprises de travail temporaire)

EA (Entreprises adaptées)

ESAT (Établissement et Service d'Aide par le Travail)

ESPO et ESPR (établissements et services de pré-orientation ou de
réadaptation professionnelle)

PLIE (plans locaux pour l'insertion et l'emploi)

et MDE (maisons de l'emploi)

UNCASS

CAF/MSA

Organismes en charge du repérage

Présence possible
de tout autre acteur
en tant que de
besoin

Qu'est-ce que les comités pour l'emploi ?

- Collectifs pour trouver des solutions concrètes aux besoins des demandeurs d'emploi et des entreprises
- Instances de concertation, de dialogue et d'actions : coopération renforcée sur des priorités communes
- Un seul comité sur le champ de l'emploi par niveau :
 - comité local pour l'emploi : mise en œuvre opérationnelle - adapter les orientations stratégiques à la réalité de chaque territoire
 - comité départemental pour l'emploi : coordination des politiques de l'emploi, de l'insertion et des solidarités
 - comité régional pour l'emploi : concertation relative aux politiques de l'emploi, coordination des acteurs, et des interventions Région-Etat-France Travail en matière de formation professionnelle, et de réponse aux besoins des entreprises

⇒ comité régional intégré au sein du CREFOP en Grand Est

Comment sont organisés les comités pour l'emploi ?

Aujourd'hui

Niveau régional

- ✓ CREFOP et ses commissions
- ✓ Et/ou SPE-R
- ✓ COPRITH
- ✓ COPIL CEJ, COPIL OF16-18, etc.

Niveau départemental

- ✓ SPE-D
- ✓ PTI
- ✓ SPIE
- ✓ CDEI
- ✓ CDIAE
- ✓ COPIL CEJ, OF16-18...
- ✓ Comités ad hoc etc..

Niveau local

- ✓ SPE-L ou SPE-P*
- ✓ COPIL CEJ
- ✓ PLIE
- ✓ Comités territoriaux ad hoc/thématiques

Demain

- ✓ Comité régional pour l'emploi
Co-présidé : Etat-Région

- ✓ Comité départemental pour l'emploi
Co-présidé : Etat- Département

- ✓ Comité local pour l'emploi
Périmètre géographique selon organisation territoriale
Coprésidé Etat-représentant(s) collectivité(s)

Simplification



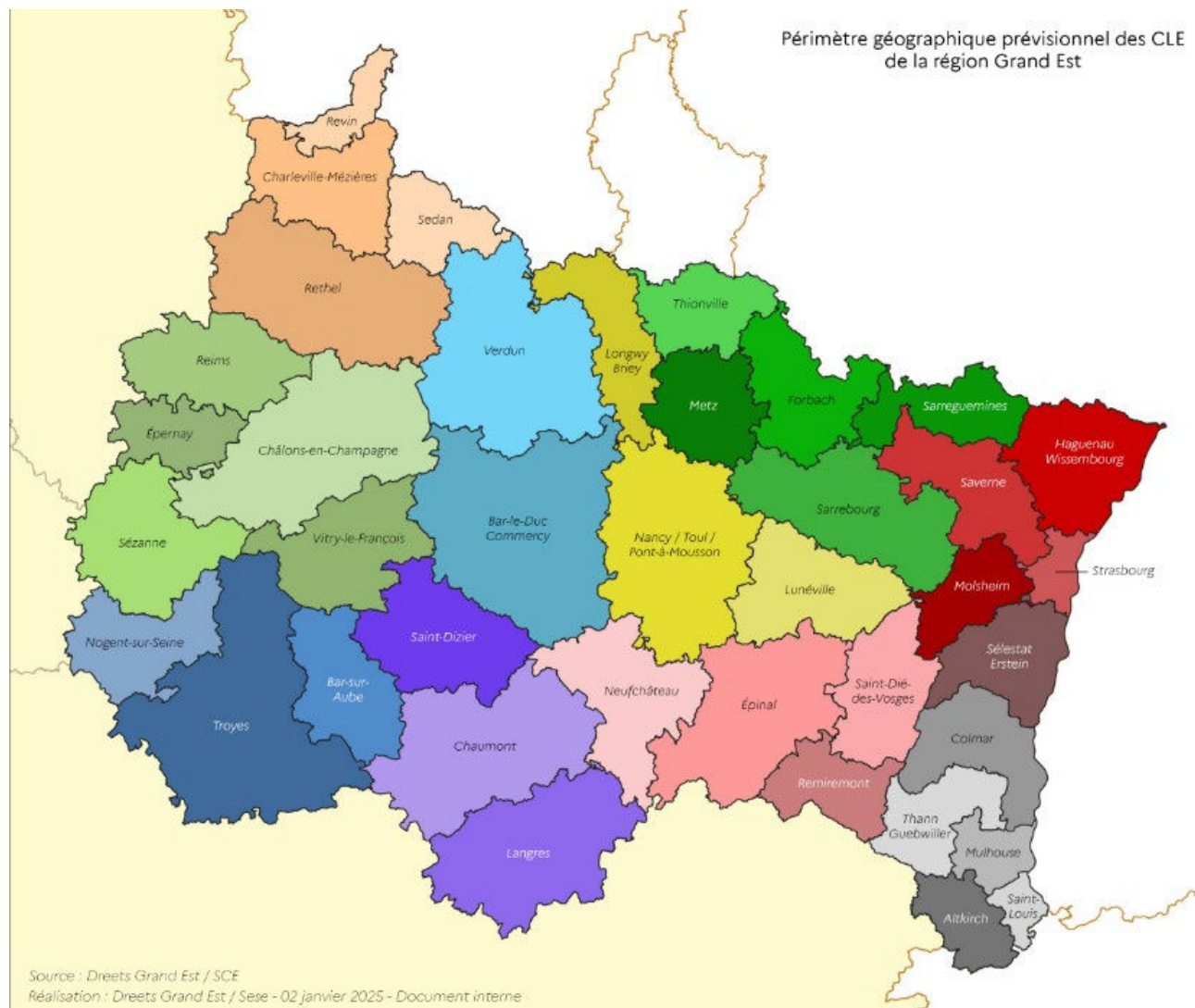
(5) Comité régional pour l'emploi (CRE) Grand Est

- CRE installé le 25.11.2024 par le préfet de région et le président du conseil régional
- 2 enjeux principaux :
 - formalisation en cours de la feuille de route
 - adaptation en cours du règlement intérieur du CREFOP qui tiendra lieu de règlement intérieur du CRE

(6) Comités départementaux pour l'emploi (CDE) et comités locaux pour l'emploi (CLE)

- Déploiement des CDE et CLE relève de la compétence des préfets de département
- CDE/CLE installés ou en voie de l'être
- Coprésidence CLE : Etat / Région, conseil départemental et/ou EPCI
- Périmètre géographique des CLE : 39 CLE sur le périmètre de l'arrondissement, du bassin d'emploi ou du regroupement de bassins d'emploi
- Deux premiers enjeux principaux pour les CDE et CLE :
 - formalisation du règlement intérieur
 - élaboration de la feuille de route => opérationnalité

CLE Grand Est



(7) Calendrier de mise en œuvre la réforme

Décembre 2023

• Loi plein emploi



Territoires pilotes en matière d'accompagnement rénové des allocataires du RSA

2023

2024

2025

(8) Focus accompagnement rénové ARSA - Contexte

- Constat : 40% des allocataires du RSA (ARSA) sont inscrits à France Travail
- Expérimentation depuis 2023 de la rénovation des modalités d'accompagnement des ARSA sur 18 territoires pilotes (88 - Epinal)
 - finalité : intensifier et personnaliser l'accompagnement des ARSA et augmenter les solutions d'insertion pour favoriser leur retour à l'emploi
- Extension des expérimentations en 2024 à 31 territoires pilotes supplémentaires (08 (Sedan) - 51 (Reims) - 55 (Verdun) - CEA (Strasbourg) - 88 (Rambervillers/Saint-Dié)
- Objectif : anticiper l'accompagnement rénové des ARSA qui s'applique à l'ensemble du territoire national depuis le 01.01.2025 (généralisation progressive en cours)

(8) Focus accompagnement renouvelé ARSA - Enjeux

- Identifier l'ensemble des ARSA sur leur territoire et les inscrire à France Travail
- Les orienter rapidement vers l'organisme référent le plus adapté à leur situation
- Mettre en place un accompagnement partagé (France Travail/Conseil Départemental), social et professionnel, visant à établir un projet professionnel et les moyens d'y parvenir, via notamment la cible d'une mobilisation de 15 à 20h d'activité par semaine
- Assurer une réponse aux besoins de recrutement des employeurs et des entreprises du territoire
- Impliquer l'ensemble des acteurs (associations, chantiers d'insertion, etc.)

Indicateurs ARSA

https://pilotage-rpe.francetravail.org/digdash_dashboard/index.html?domain=ddenterpris&eapi&user=public&pass=yYjL2p%239LSHeT8p0#3

Plan Régional d'Investissement dans les Compétences PRIC

1. Contexte PRIC 2024-2027 - Impacts attendus

⇒ Volet formation de la loi pour le plein emploi du 18.12.2023

- Répondre aux besoins en compétences supplémentaires des publics les plus éloignés de l'emploi
- Répondre aux besoins des filières stratégiques du Grand Est et des entreprises, en priorité à tous les secteurs d'activité confrontés à des difficultés de recrutement

=> Améliorer l'accès des publics définis comme prioritaires aux formations organisées par la Région en vue de leur embauche sur les postes à pourvoir

1. Contexte PRIC 2024-2027 - Grands principes

- Pilotage Etat/Région, avec l'appui de France Travail
- Engagements de l'Etat dans le cadre du PRIC : contribuer au financement des entrées en formation en additionnalité des interventions et dépenses propres de la Région
- Cadre contractuel : un protocole PRIC 2024-2027, une convention financière annuelle, une convention dédiée à la déclinaison du PRIC Etat/Région/France Travail

1. Contexte PRIC 2024-2027 - Budget

- PRIC 2024 Grand Est : 120M€ Région / 80M€ Etat
- Allocation du financement de l'Etat :
 - 95% pour des formations supplémentaires
 - 4% pour des actions visant à favoriser les entrées en formation
 - 1% pour la gestion

1. Contexte PRIC 2024-2027 - Publics prioritaires

Les publics éligibles (prioritaires) aux crédits de l'Etat sont exclusivement :

- (1) sans condition de diplôme, les demandeurs d'emploi allocataires du RSA, reconnus travailleurs handicapés, ou seniors de 55 ans et plus
- (2) les demandeurs d'emplois de moins de 26 ans jusqu'au niveau BAC+2 non obtenu
- (3) les demandeurs d'emploi de 26 à 54 ans sans le BAC

A noter - sont éligibles : les demandeurs d'emploi salariés des structures d'insertion par l'activité économique (IAE)

**Cible de 80% de publics
prioritaires entrés en
formation**

1. Contexte PRIC 2024-2027 - Axes prioritaires Grand Est

(1) Former dans les secteurs stratégiques et en transition (SAS préparatoires et actions qualifiantes) :

- ✓ *Industrie, réindustrialisation, transition automobile*
- ✓ *Métiers du numérique*
- ✓ *Secteur de la transition écologique et énergétique, bâtiment durable, énergies décarbonnées, transition écologique et énergétique dont le volet agriculture, sylviculture, viticulture*
- ✓ *L'aide à la personne, tout particulièrement l'accompagnement du grand âge et de la petite enfance*

(2) Répondre aux tensions de recrutement à l'échelle des territoires et en lien avec les entreprises

(3) Consolider les compétences de base pour le public en difficulté et sécuriser l'accès et l'entrée en formation qualifiante

- Formation pré-qualifiantes pour des personnes très éloignées de l'emploi visant à consolider le socle de compétences de base et sécuriser les entrées en formation qualifiante (notamment actions sur les volets illettrisme, illettrisme, savoir de base...) et certification CLEA

2. Formation en français langue étrangère à visée professionnelle développée dans le cadre du PRIC - Cadre

- Appel d'offre lancé par la Région en date du 18.03.2024 : consultation achevée le 18.04.2024
- Déploiement des formations du 26.08.2024 au 31.12.2025 avec un schéma d'entrées/sorties permanentes, et d'entrées en formation par groupe (sorties possibles jusqu'au 31.07.2026)
- Formations commandées par les Maisons de Région sur tous les territoires du Grand Est : total final de 32 actions pour une cible de 1 284 places
- Maisons de Région ont commandé des métiers, en fonction des tensions de recrutement dans leurs bassins d'emploi (lots par bassin), dans les secteurs suivants : BTP, hôtellerie-restauration, industrie, propreté, aide à la personne, agriculture

2. Formation en français langue étrangère à visée professionnelle développée dans le cadre du PRIC – Contenu

- Objectif : répondre aux besoins en compétences des entreprises des bassins d'emploi visés en facilitant l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi non francophones, dont la maîtrise insuffisante du français constitue un obstacle à leur insertion professionnelle
- cible : atteindre un niveau de français attendu par rapport à un métier visé pour pouvoir l'exercer (pas atteindre un niveau de maîtrise de langue française)
- ⇒ Proposer un parcours de formation en lien avec un métier permettant l'accès direct à l'emploi
- ⇒ et concomitamment, permettre au stagiaire d'atteindre le niveau de français attendu pour l'emploi dans le métier visé

2. Formation en français langue étrangère à visée professionnelle développée dans le cadre du PRIC – Contenu

- Attendus de la réponse des organismes de formation à l'appel d'offres :
 - l'acquisition de compétences en français pour l'emploi dans le métier visé
 - la possibilité de travailler la consolidation du projet professionnel pour les demandeurs d'emploi incertains sur leur projet professionnel
 - l'acquisition du minimum de gestes techniques et de savoirs-être professionnels liés au métier ciblé
 - des périodes de formation en entreprise
 - un accompagnement à la mobilité et à la levée des freins périphériques
 - l'utilisation de la plateforme « Do You Speak Jeun'Est » - module français

2. Formation en français langue étrangère à visée professionnelle développée dans le cadre du PRIC - Publics

- Le public éligible est exclusivement le suivant : les demandeurs d'emploi majeurs (ou qui atteignent leur majorité à l'issue de leur parcours de formation), non francophones :

- ayant suivi des études secondaires ou supérieures dans leur pays d'origine, et dont la maîtrise insuffisante du français constitue un obstacle à leur insertion professionnelle (emploi direct, formation qualifiante) ;
- ayant un niveau A1 minimum en langue française (selon le cadre européen commun de référence pour les langues)
- titulaires d'un document attestant de l'autorisation de travailler ou valant autorisation de travail sur le territoire français

A noter :

- les réfugiés ukrainiens sont éligibles
- au-delà du français langue étrangère à visée professionnelle, le Plan Régional de Formation (PRF) de la Région est ouvert sur le principe aux personnes étrangères titulaires d'un document attestant de l'autorisation de travailler ou valant autorisation de travail sur le territoire français. En Grand Est, l'accès aux formations permet aux personnes concernées de bénéficier du statut de stagiaire de la formation professionnelle
- formation de français langue étrangère à bien différencier de l'offre de formation aux compétences de base ou compétences clés qui portent sur les personnes dont la langue d'origine est le français

2. Formation en français langue étrangère à visée professionnelle développée dans le cadre du PRIC - Enjeux

- Suivi de la montée en charge de l'action
- Articulation des interventions et des offres de formation
- Visibilité de l'offre de formation

Ressources :

⇒ **CARIF** : [OffreFormation](#)

⇒ **Catalogues territorialisés – PRIC** : <https://www.grandest.fr/se-former/formation-pres-chez-moi/>



PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

Intervention de Cheikh KANE, Conseiller en Formation
Continue, DAVA Dispositif Académique de Validation des
Acquis – DABM Dispositif Académique de Bilan et Mobilité
GIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION
PROFESSIONNELLE (Reims)

Présentation des actions VAE sans frontières et Expériences sans frontières

Intervention de Claire VERDIER, Directrice
CEFIL

Accompagnement sur Mulhouse dans le cadre des ASL

Présentation de structure

AGIRabcd Alsace

Intervention de Simone PETER,
Déléguée territoriale Alsace



AGIRabcd
Ensemble, nous agissons

Qui sommes nous ?



AGIRabcd, une ONG reconnue d'utilité publique, association loi 1901, **sans but lucratif**, créée en 1983,

- regroupe **2800** adhérents **séniors bénévoles**, de toutes catégories socio-professionnelles et de tous secteurs d'activité,
- met à disposition la **diversité de ses compétences** vers des personnes de tout âge, en demande d'accompagnement en France et à l'International,
- agit en **partenariat** avec des acteurs institutionnels, des collectivités territoriales, des entreprises, des associations locales et des centres sociaux,
- est représentée dans **97 implantations** sur le territoire France et Outremer et intervient dans **90 pays à l'étranger**.

Nos objectifs

En France :

Favoriser l'insertion professionnelle et sociale de chacun

grâce au développement de l'autonomie (français, numérique, mobilité), à l'accompagnement à l'emploi, l'aide à la création d'entreprise et la solidarité vis-à-vis des personnes âgées et des personnes en difficulté.



A l'international :

contribuer au développement économique, culturel, sanitaire et social

dans le cadre des Objectifs de Développement Durable des Nations Unies

grâce au transfert de compétences vers les organismes demandeurs :

- lors de **missions ponctuelles** dans un domaine précis
- dans le cadre de **projets de co-développement** impliquant de nombreux experts dans différents secteurs d'activités.

Nos valeurs



En accord avec notre charte :

- Le **respect** de l'autre, la **neutralité politique et confessionnelle**
- Des interventions sur le terrain dans le but de rendre les **populations en difficulté actrices de leur propre développement**
- Une contribution à la création d'emploi **sans se substituer à des emplois rémunérés**
- Des bénévoles **non rémunérés**, participation des partenaires uniquement aux frais de structure.

Nos domaines d'actions

en France



Savoirs fondamentaux

- Apprentissage du français (FLE)
- Aide à la scolarité
- Maintien des savoirs de base
- Utilisation du numérique
- Démarches administratives
- Argent au quotidien



Insertion – Emploi

- Insertion sociale et professionnelle des jeunes
- Accompagnement vers l'emploi
- Employabilité des séniors
- Aide à la création d'entreprises
- Markethon de l'emploi



Santé - Lien social

- Accès aux soins pour tous
- Education pour la santé
- Prévention et maintien de l'autonomie des personnes
- Lien social, lutte contre l'isolement



Mobilité – Déplacement

- Prévention et sécurité routière
- Accès au permis de conduire
- Sécurité des conducteurs séniors
- Mobilité multimodale
- Mobilité solidaire

Et dans le reste du Monde en Afrique, Océan Indien, Asie et Europe de l'Est



Enseignement

- Création d'établissement
- Homologation, habilitation
- Formation de formateurs
- Formation professionnelle
- E-learning



Emploi - Entreprises

- Aide à la création d'entreprises
- Aide au développement d'entreprises de commerce, hôtellerie, restauration, tourisme
- Audit et faisabilité



Santé

- Enseignement universitaire de personnels de santé
- Création et amélioration de pratiques de santé
- Réorganisation et équipements



Eau et assainissement

- Qualité de l'eau
- Irrigation
- Accès à l'eau potable
- Traitement des déchets



Développement rural

- Alimentation
- Agriculture
- Elevage, pêche

NOS VALEURS

En accord avec la charte de AGIRabcd :

- ⇒ le respect de l'autre, la **neutralité** politique et confessionnelle
- ⇒ des interventions sur le terrain dans le but de rendre les **populations en difficulté actrices de leur propre développement**
- ⇒ une contribution à la création d'emploi **sans se substituer à des emplois rémunérés**
- ⇒ des bénévoles **non rémunérés**, une participation des partenaires aux frais de structure

Vous souhaitez

*Mettre votre **temps** et votre **expérience professionnelle** et **humaine** à profit d'actions de **solidarité** dans un **contexte convivial***

Venez développer l'activité de votre choix parmi toutes celles que nous offrons à nos bénéficiaires en France et à l'International



Visitez notre site www.agirabcd.org

notre **siège** - 18-26 rue Goubet **75019 PARIS**

01 47 70 18 90 - agirabcd@agirabcd.org

AGIRabcd Ou l'une de nos **52 délégations en France**

Contact : AGIRabcd Délégation Territoriale d'Alsace

7 rue du Héron - 67300 SCHILTIGHEIM - 03 88 26 26 26
delegation@agirabcdalsace.fr



Le bénévolat donne du sens à sa vie



Bénévolat Senior



Intergénérationnel



Apport de compétences



En France et à l'International



AGIRabcd
Ensemble, nous agissons

Association Générale des Intervenants Retraités
actions de bénévoles pour la coopération et le développement

Prochain rdv ...
25 avril 2025 de 9h30 à 12h00